

# 14/10/2018

## Elections communales

Les prochaines élections communales en Belgique auront lieu dans pile un an, le 14 octobre 2018.

# Le casse-tête de la confection des listes pour les communales

- Dans un an jour pour jour, les Belges se rendront aux urnes pour élire leurs représentants communaux.
- La confection des listes ne sera pas une mince affaire, particulièrement en Wallonie
- Voici l'analyse de ces enjeux dans 14 communes clefs.

Analyse Stéphane Tassin

**D**ans un an jour pour jour, un dimanche, les Belges du nord, du sud et du centre se rendront aux urnes pour renouveler leurs conseils communaux. Si les Wallons ne voteront plus électroniquement et qu'ils continueront à élire leur bourgmestre de manière semi-directe – le mieux élu sur la liste la plus forte de la majorité est désigné –, en Flandre et à Bruxelles, rien de majeur ne viendra perturber les habitudes des électeurs.

Mais avant cela, les partis en lien avec les sections locales devront se pencher sur la confection des listes. Qui sera devant ? Qui poussera la liste ? Sous quels noms de liste solliciteront-ils le suffrage des électeurs ? Voilà trois questions importantes auxquelles seront attentifs ceux qui décideront comme ceux qui espèrent se trouver placés en ordre utile.

Dans certains partis, on commence sérieusement à craindre quelques difficultés pour la confection des listes. Déjà, certains cadors et autres potentats locaux ont annoncé en présenter une – Georges-Louis Bouchez à Mons a annoncé qu'il ne se présenterait pas sous la bannière MR avec une appellation différente de celle du parti. "Liste du bourgmestre", "Intérêts communaux", "Ensemble", etc. Parce que les affaires récentes et passées pèsent fortement sur le monde politique et que le sigle du parti peut causer du tort. Certains électeurs étant attachés à leur

bourgmestre en étant paradoxalement défiants à l'égard de son appartenance. Et puis, à la différence des autres niveaux de pouvoir, il n'est pas rare au niveau communal de voir certaines listes transcender cette logique partisane en proposant un nombre important de candidats d'ouverture (non encartés) ou des listes regroupant des membres de différents partis, qui ont pris l'habitude de travailler ensemble. L'attelage fonctionnant bien, à leurs yeux, ils souhaitent que les choses continuent ainsi. Ou parce que sans cette alliance sur une même liste, ils ne parviendraient pas à remporter l'élection.

### La mauvaise image du monde politique

Si pour les têtes de liste, on peut s'attendre à quelques combats fratricides, pour lesquels les instances provinciales du parti devront jouer les médiateurs – on prendra l'exemple de la commune d'Ham-sur-Heure où Denis Ducarme, le président provincial, vient de régler un conflit entre

un ancien et un jeune loup, on peut quand même penser que ce ne sera pas le choix le plus difficile.

Par contre, une liste doit être, idéalement, composée d'autant de candidats qu'il y a des sièges à occuper au conseil communal. Toutes les listes n'y parviennent pas, c'est d'ailleurs autorisé, mais pour 2018, on peut craindre que le remplissage des listes soit plus compliqué. Ces dernières semaines, on sent poindre l'inquiétude.

On enregistre, au CDH, par exemple de nombreuses défections de candidates à différents endroits de Wallonie – Salvi à Charleroi, Waroux à Péruwelz et

Matz à Aywaille qui annoncent vouloir passer à autre chose. Le genre revêt donc aussi une importance capitale, puisque le principe de la tirette sur les listes tout candidat devra être de sexe différent par rapport au candidat qu'il suit dans l'ordre de la liste – sera d'application en Wallonie et à Bruxelles.

La mauvaise image du monde politique devrait fortement rebuter certaines personnes qui ne veulent plus s'engager. Et puis lorsque vous êtes élu pour la première fois, que faites-vous de votre boulot ? Si vous êtes fonctionnaire, il existe le congé politique tandis que pour un indépendant, les choses se révèlent plus compliquées.

Enfin, du côté wallon, un problème inédit commence à poindre. Avec le décret décumul, qui interdira le cumul entre une fonction exécutive locale et un mandat de député wallon, ceux qui ne seraient

pas dans les 25 % de députés autorisés à cumuler auront un problème. En décembre 2018, lors de la mise en place des nouveaux conseils communaux, de nombreux députés wallons seront probablement élus dans leurs communes. Les interdits de cumul pourraient massivement choisir le niveau local – du moins jusqu'aux régionales de 2019 – et provoquer une désertion massive pour les derniers mois de la législature wallonne.

Le deuxième souci concerne les suppléants qui seront peut-être confrontés au même choix. Amener au Parlement un tas de nouvelles têtes pour six mois est sans doute problématique pour la bonne exécution des travaux parlementaires de la nouvelle majorité MR-CDH qui voudra faire passer des textes importants en fin de législature et qui aura bien besoin de l'expérience des anciens.

## Anvers **Bart De Wever** **Wouter Van Besien**

N-VA

Groen

### Un cauchemar en vert et rouge pour Bart De Wever

Le cauchemar de Bart De Wever est en train de se réaliser à Anvers : il pourrait perdre son mayorat en 2018. Un récent sondage donnait les écologistes locaux, emmenés par Wouter Van Besien, en très forte progression. En fait, en intentions de vote, Groen (24,2 %) fait même jeu égal avec la N-VA (26,1 %). Mais ce n'est pas tout. Vendredi, Groen et le SP.A ont annoncé qu'ils constituaient une liste de cartel pour l'année prochaine baptisée "Samen" (Ensemble). Ce cartel, emmené par Wouter Van Besien, pourrait obtenir jusque 30 % des votes. Groen et SP.A s'associent pour offrir une alternative à la N-VA et à son président qui dirige la métropole flamande. Cette alliance ne fait pas non plus les affaires de Kris Peeters, le vice-Premier ministre CD&V qui vient de quitter Puurs pour Anvers en vue des élections communales. Toujours selon le récent sondage, le CD&V n'obtiendrait qu'une dizaine de pourcents des voix. Bien trop peu pour Kris Peeters pour se positionner comme futur bourgmestre et perturber le duel N-VA/Samen qui s'annonce particulièrement serré. **F.C.**

## Ville de Bruxelles **Philippe Close** **Alain Courtois**

PS

MR

### Un test majeur pour le PS bruxellois

Philippe Close a lancé sa campagne. Ses équipes et lui-même ont commencé à "labourer" le terrain, comme on dit dans le jargon. C'est que le successeur d'Yvan Mayeur a fort à faire pour redresser l'image d'un parti socialiste laminé par le scandale du Samusocial. Son association avec le MR d'Alain Courtois (qui sera à nouveau tête de liste), ficelée en 2012 au détriment du CDH et de Joëlle Milquet, a résisté à la tempête mais doit assumer d'autres déconvenues. Les deux dossiers phares de la législature ont du plomb dans l'aile : le piétonnier, toujours à l'état de chantier, et le stade national, encore à l'état de projet. Le PTB pourrait profiter du mal socialiste alors que l'opposition s'organise. Fabian Maingain est parvenu à s'adjoindre deux dissidences Ecolo, dont Marie Nagy, cheffe de file historique des verts à la Ville. Ecolo mise sur Benoît Hellings, député fédéral, alors que le CDH, mal en point à l'échelle régionale, doit compter avec le retrait de Joëlle Milquet. C'est Hamza Fassi Firhi qui doit faire remonter les humanistes dans la majorité. Affaibli, le tandem PS-MR aura sans doute besoin d'un troisième larron. Mais les regards convergent plus volontiers vers Défi que vers le CDH. **M. Co.**

## Charleroi **Paul Magnette** **Cyprien Devillers**

PS

MR

### Magnette conservera-t-il sa majorité absolue ?

La vraie question dans la plus grande ville de Wallonie concerne le score que réalisera le parti socialiste. En majorité absolue jusqu'en 2006 et depuis 2012, le PS, qui a pourtant ouvert sa majorité au MR et au CDH, souffrira-t-il, et de quelle manière, de la montée en puissance annoncée du PTB, emmené par deux candidats médiatiquement visibles, Germain Mugemangango (porte-parole francophone du parti) et Sophie Merckx (médecin et conseillère communale). Gageons cependant que Paul Magnette devrait conserver son mayorat et qu'il ne tendra pas la main, cette fois, au CDH. Conséquence de l'exclusion du PS de la majorité wallonne. Restera alors le MR où Olivier Chastel a décidé de laisser la tête de liste à l'échevin Cyprien Devillers. Cependant, Magnette, qui a toujours souhaité composer, à tous niveaux, les majorités les plus à gauche possible, tentera-t-il une majorité associant son PS avec Ecolo et le PTB ? On ne peut rien exclure même si les propositions défendues par les communistes carolos ont toujours été vertement critiquées par l'ancien ministre-Président. **S.Ta.**

## Gand Rudy Coddens Elke Sleurs

SP.A

N-VA

### La N-VA a des ambitions, mais la partie sera dure

Dans la deuxième plus grande ville flamande (Gand), la N-VA est pour l'heure dans une situation moins enviable que dans la première (Anvers)... Actuellement, les nationalistes s'opposent que 9 conseillers communaux face à la super-liste de cartel SP.A/Groen (26 sièges) alliée, au sein du collège, à l'Open VLD (9). Bart De Wever voulait renverser le rapport de force et Siegfried Bracke, le président de la Chambre, était le visage bien connu qui devait booster le score de la N-VA en 2018. Mais il a dû renoncer à la tête de liste après le tollé suscité par la révélation de son rôle de conseiller auprès de la société Telenet. Siegfried Bracke a été remplacé depuis par Elke Sleurs, qui a dû démissionner de ses fonctions de secrétaire d'Etat au fédéral pour se consacrer à fond aux communales. Elle devra affronter une nouvelle liste de cartel SP.A/Groen emmenée par un certain Rudy Coddens. Ce dernier avait remplacé également sur le fil l'ex-tête de liste, Tom Balthazar, emporté par les ramifications flamandes de Publifin. **F.C.**

## Molenbeek Françoise Schepmans Catherine Moureaux

MR

PS

### Là où le MR doit transformer l'essai

En 2012, Molenbeek-Saint-Jean fut le théâtre d'une des plus belles victoires du MR à Bruxelles. Françoise Schepmans ravissait le mayorat à Philippe Moureaux. Cette figure du Parti socialiste et pourfendeur historique de la droite avait tenu la commune pendant vingt ans. Sa chute offrait aux libéraux bruxellois le symbole d'une victoire politique sans précédent récent. Cependant, la majorité actuelle qui unit MR, CDH et Ecolo connaît des soubresauts et des tensions internes. Elle a tout de même opéré une rupture avec une gestion Moureaux, qualifiée de paternaliste et qui a laissé un héritage, notamment budgétaire, parfois dur à porter. Nul ne peut dire à ce stade si une reconduction est assurée pour ce trio. Certes concurrencé par le PTB, le PS reste extrêmement populaire à Molenbeek-Saint-Jean. Il a par ailleurs choisi de miser sur Catherine Moureaux, fille de l'ancien bourgmestre, pour revenir au pouvoir. Rappelons que la commune a pour tradition d'unir libéraux et socialistes. Cela, Ecolo et CDH ne peuvent l'avoir oublié. **M. Co.**

## Mons Elio Di Rupo Georges-Louis Bouchez

PS

MR

### Bouchez va tenter d'écorner le pouvoir d'Elio Di Rupo

Pas facile de faire de la politique à Mons lorsqu'on n'est pas socialiste... Même s'il est régulièrement critiqué en tant que président du PS, Elio Di Rupo reste la superstar dans la Cité du Doudou. Irrité par les fougades de son ancien échevin libéral, Georges-Louis Bouchez, pressé par son propre camp qui voulait sa peau, le bourgmestre Di Rupo a débarqué le MR de la majorité communale en cours de route. Au profit du CDH. De cette mésaventure, le jeune Georges-Louis Bouchez veut faire une opportunité : il se présentera en 2018 comme la victime du socialisme et emmènera une liste de rassemblement destinée à détrôner l'ancien Premier ministre de ses terres sacrées montoises. En fait, ce serait déjà une victoire pour les libéraux de réussir à mettre fin à la majorité absolue du PS dans la commune. Pour y arriver, Georges-Louis Bouchez va mener une campagne très polarisante et anti-PS. Avec un petit coup de pouce du PTB, qui devrait grappiller quelques pourcents aux socialistes, le jeune loup du MR pourrait réussir son pari. Mais aura-t-il ensuite des alliés pour une majorité sans le PS ? **F.C.**

## Seraing

Alain Mathot Fabian Culot  
PS MR

### Menacé par le PTB, Mathot pourrait ouvrir le jeu au MR

Au niveau fédéral, au niveau wallon, le MR se félicite de gouverner sans les socialistes. Au niveau local, au diable les idéologies : une commune n'est pas l'autre. A Seraing, en particulier, là où le rouge PS colore la vie de la population marquée par la désindustrialisation du bassin sidérurgique liégeois. Mais, plus qu'ailleurs encore, le PS y est menacé par la montée des marxistes. Si le PTB concrétisait dans les urnes les scores que lui prêtent les sondages, le mayorat d'Alain Mathot serait menacé. Alors, une idée mûrit tout doucement : pour compléter une majorité en 2018, le PS pourrait se tourner vers les libéraux, emmenés par le député wallon Fabian Culot. Le MR a bien compris l'opportunité qui se présente à lui et mène une opposition constructive face au bourgmestre, tandis que les élus du PTB sont dans une logique plus incendiaire. Hyper-populaire, ayant réalisé de grands travaux urbanistiques pour relancer la ville abandonnée par ArcelorMittal, le fils de Guy Mathot a toutefois vu son étoile pâlir suite à son inculpation (affaire Uvelia) et à son implication dans le scandale Publifin. **F.C.**

## Uccle

Boris Dilliès Marc Cools  
MR MR

### Le MR uclois risque de perdre sa suprématie

A Uccle, la division du clan libéral fait peser une lourde menace sur la courte majorité absolue obtenue par le MR en 2012. A l'époque, les libéraux se présentaient unis autour de deux locomotives électorales : Armand De Decker et le vice-Premier ministre Didier Reynders. Le premier, devenu bourgmestre, a été emporté par l'affaire du Kazakhgate; le second semble avoir choisi une position de retrait au plan local alors que deux personnalités MR sont à couteaux tirés. Boris Dilliès a été désigné bourgmestre suite à la démission d'Armand De Decker, ce qui a entraîné la dissidence de son collègue MR Marc Cools, qui vise aussi le mayorat et menace ouvertement de constituer sa propre liste en 2018. Avant l'été, les élus MR ont désigné Boris Dilliès comme tête de liste mais il n'est pas exclu que cette option soit remise en cause, compte tenu du risque de voir le MR se faire contourner. Ecolo (opposition) est bien implanté à Uccle, comme le parti Défi qui, avec un CDH affaibli mais présent autour de la ministre bruxelloise Céline Fremault, participe au pouvoir depuis 2012. Les jeux sont donc très ouverts à Uccle. **M.Co.**

## Liège

Willy Demeyer Christine Defraigne  
PS MR

### Le PS liégeois est plus fort qu'on ne le croit

Sur le papier, il y a un "momentum" pour les libéraux liégeois : le PS est mouillé dans le dossier Publifin et le PTB lui colle aux baskets (voire le dépasse, selon un tout récent sondage de Sud Presse). Ah, voilà l'opportunité pour le MR de retrouver le mayorat de la Cité ardente. Christine Defraigne, chef de file des libéraux liégeois et présidente du Sénat, ose à peine en rêver : la fonction locale suprême est occupée par des socialistes depuis... 45 ans. Willy Demeyer, l'actuel bourgmestre, est en place depuis 1999 et compte bien rempiler en 2018 pour six ans supplémentaires. Les socialistes, alliés au CDH local depuis longtemps, peuvent afficher un bilan fait de grands travaux qui ont redoré l'image de Liège (la gare Calatrava, l'aménagement des quais de la Meuse, le musée de la Boverie...). Par ailleurs, Willy Demeyer a décidé il y a plusieurs mois de renoncer à son mandat de député fédéral et de président de la fédération liégeoise du PS. Il s'agissait d'un pas de côté suite à l'affaire Publifin. Mais il s'est ainsi également dégagé du temps pour mettre toutes ses forces dans la campagne électorale. Le PS liégeois sera dur à croquer. **F.C.**

## Linkebeek

Damien Thiéry Erik De Bruycker  
MR Chrétien libéral

### Thiéry invite Défi sur une liste d'union francophone

"Je ferai une liste francophone et Défi est naturellement bienvenu." Damien Thiéry (MR), ex-bourgmestre jamais nommé, repart au front communal après plusieurs années d'imbroglie communautaire et de relations désastreuses avec le gouvernement flamand. A Linkebeek, commune à facilités de la périphérie bruxelloise, le micmac issu du refus de nommer Damien Thiéry (reconduit par l'électeur en 2012) pour infraction aux législations linguistiques avait donné lieu à des élections intermédiaires, en 2015. Douxoureux, le processus a conduit à la nomination comme bourgmestre de Valérie Geerickx, une proche de Damien Thiéry. Ce dernier – qui avait quitté les rangs du FDF (aujourd'hui Défi) fin 2013 suite à un désaccord profond avec Olivier Maingain – fut alors conforté. La question est donc aujourd'hui de savoir si MR et Défi vont passer au-dessus de ce divorce pour unir les francophones sur une liste commune à Linkebeek. Olivier Maingain se dit a priori favorable, son parti ayant toujours encouragé l'unité francophone afin d'éviter un dispersement des voix au profit des partis flamands. **M.Co.**

## Namur **Eliane Tillieux** **Maxime Prévot** PS CDH

### Un Prévot fort avec des partenaires très faibles

Maxime Prévot (CDH) semble être parti pour régner longtemps sur Namur. Son point faible restant sa majorité (CDH-MR et Ecolo). Si les deux autres partis de la coalition réalisent de mauvais scores, il n'est pas certain que Maxime Prévot pourra reconduire l'attelage actuel. Au PS, depuis la chute de Bernard Anselme (2006), Eliane Tillieux se rêve en bourgmestre. Le PS, qui dispose d'un beau capital électoral (qui pourrait s'éroder un peu au profit du PTB), ne serait sans doute pas contre l'idée de monter dans une majorité avec le CDH, qui lui a pourtant piqué quelques conseillers – quand ils n'ont pas décidé de siéger comme indépendant – en cours de législature. Mais le souhait secret du PS reste toujours de mettre le CDH dans l'opposition en s'alliant avec le MR et Ecolo. On vient de l'écrire, ces deux partis sont plutôt faibles au niveau électoral et ils ne disposent pas, à Namur, de figures fortes. On voit mal la cheffe de file libérale, Anne Barzin, trahir Maxime Prévot qui avait fait d'elle sa remplaçante lorsqu'il siégeait au gouvernement wallon. **S.Ta.**

## Verviers **Marc Elsen** **Muriel Targnion** CDH PS

### Bal des égos dans la cité lainière

Qui va l'emporter en 2018 ? Le PS, le CDH ou le MR ? Les trois grands partis se tiennent en nombre de sièges au conseil communal. La vraie question, ce n'est pas l'arithmétique mais les ambitions des personnalités politiques du cru. La majorité CDH-MR a été renversée il y a deux ans pour céder la place à une coalition PS-CDH. Dans la foulée, l'ancien bourgmestre Marc Elsen (CDH) a perdu son écharpe mayorale. L'hôtel de ville est alors passé entre les mains de la socialiste Muriel Targnion. Mais Marc Elsen n'a pas dit son dernier mot : il a été désigné comme tête de liste humaniste aux prochaines élections. Autrement dit, il pourrait retrouver son mandat de bourgmestre en 2018 et pourrait être tenté de former une coalition contre le PS dans ce but. Un élément lui complique la tâche : le PTB n'est pas une grande menace pour le PS à Verviers, une ville à l'origine plutôt catholique et conservatrice. Face aux ambitions du CDH et du PS, le MR est dans les limbes. Freddy Breuwer – un faiseur de voix un peu trop remuant – a été exclu à l'avance de la future liste. Il se dit qu'il pourrait créer une liste alternative au MR. **F.C.**

## Ottignies-Louvain-la-Neuve **Julie Chantry** **Bénédicte Kaisin** Ecolo MR

### Le MR à la (re) conquête du tout premier bastion Ecolo

Une page se tourne à Ottignies-Louvain-la-Neuve. Jean-Luc Roland, le tout premier bourgmestre Ecolo, se retirera dans un an après quelque dix-huit années passées à l'hôtel de ville. Sa succession devrait se jouer entre Julie Chantry, récemment désignée candidate bourgmestre par Ecolo, et Bénédicte Kaisin, probable tête de liste MR. *"Il est tout à fait clair qu'une reconduction (de la majorité Ecolo-Avenir-PS) est envisageable"*, commentait M<sup>me</sup> Chantry au micro de TV Com.

L'enjeu pour Ecolo est hautement symbolique dans la ville universitaire puisqu'il s'agit de conserver les rênes de son bastion historique – même si le MR y est traditionnellement le premier parti. En faiseurs de rois : le PS et Avenir (CDH). Soit ils remplissent pour une quatrième fois de suite avec les verts et ces derniers garderont le mayorat. Soit l'un ou l'autre – plus probablement le CDH – fait pencher la balance de l'autre côté et les libéraux auront leur bourgmestre, dix-huit ans après Jacques Otlet, leur chef de file historique qui cédera définitivement le flambeau en 2018. **A. C.**

## Woluwe-Saint-Pierre **Benoît Cerexhe** **Alexia Bertrand** CDH MR

### Le CDH doit confirmer face à un MR remobilisé

Après de violentes tensions internes, le MR avait fini, en 2012, par perdre le mayorat de Woluwe-Saint-Pierre. Relégués dans l'opposition, les réformateurs durent assister à l'installation d'une majorité composite associant le CDH du nouveau bourgmestre Benoît Cerexhe, Défi, Ecolo et plusieurs libéraux dissidents. Aujourd'hui, les bleus comptent sur Alexia Bertrand, cheffe de file locale et cheffe de cabinet de Didier Reynders, pour récupérer le mayorat. Elle tirera la liste et fera campagne en tandem avec Anne-Charlotte d'Ursel, autre figure de proue du MR sanpétrusien. Les libéraux feront face à une liste du bourgmestre emmenée par un Benoît Cerexhe qui a su asseoir sa popularité dans cette commune du sud-est de Bruxelles. Reste à savoir quelle sera l'attitude de ses partenaires actuels au lendemain du scrutin. Soit la majorité repart pour un tour, soit la Liste du bourgmestre fait alliance avec le MR, toujours très fort à Woluwe, soit le MR tente de contourner Benoît Cerexhe avec l'aide des autres partis. **Suspense. M.Co.**